

## Foire Aux Questions

<p>Quelle est mon obligation en tant qu'employeur sur le volet santé de la protection sociale complémentaire de mes agents ?</p>	<p>Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de la protection sociale complémentaire (PSC) auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir les risques santé, c'est-à-dire les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (soins courants, médicaments, hospitalisation, frais dentaires, équipement optique, aides auditives, actes de prévention).</p> <p>La participation minimale à verser obligatoirement sera de <b>15€ mensuels bruts par agent</b> (soit 180€ par an / agent) à compter du <b>1<sup>er</sup> janvier 2026</b>.</p>
<p>Comment puis-je participer en tant qu'employeur ?</p>	<p>La participation de l'employeur doit être versée selon le mode de contractualisation qu'il aura déterminé préalablement :</p> <p>➔ Soit le mode « <b>convention de participation</b> » C'est-à-dire que la collectivité adhère à un contrat collectif « santé » à adhésion facultative qu'il propose à ses agents. Ce contrat est souscrit par la collectivité dans le cadre d'une « convention de participation » conclue, à l'issue d'un appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le CDG du ressort de l'employeur. Dans ce cas, l'employeur ne verse sa participation qu'aux agents ayant souscrit ensuite à ce contrat.</p> <p>➔ Soit le mode « <b>labellisation</b> » C'est-à-dire que les agents choisissent individuellement leur contrat « santé ». Dans ce cas, l'employeur ne verse sa participation que si le contrat santé individuel souscrit par l'agent est « labellisé », c'est-à-dire inscrit sur une liste publiée par le ministère chargé des collectivités territoriales.</p> <p>La liste des contrats et règlements labellisés est <a href="#">accessible ici</a>.</p> <p>La collectivité ne peut retenir qu'un seul mode de participation.</p>
<p>Quels sont les agents concernés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les <b>fonctionnaires</b> et agents <b>contractuels</b> de droit public et de droit privé, y compris les agents détachés auprès de l'employeur ou mis à la disposition de celui-ci, et les agents détachés ou mis à la disposition par l'employeur après d'un autre employeur public,</li> <li>• Les fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé <b>en retraite</b>.</li> <li>• Les bénéficiaires <b>ayants-droit</b> des actifs et des retraités.</li> </ul>

<p>Quel sera le rôle du CDG87 ?</p>	<p>En matière de santé (comme en matière de prévoyance), l'article L827-7 du Code général de la fonction publique impose aux CDG de <b>proposer aux employeurs un contrat collectif d'assurance</b> souscrit auprès d'un organisme d'assurance à l'issue d'un appel à concurrence régi par le décret n°2011-1474.</p> <p>Vous pourrez ainsi <b>faire le choix</b> d'adhérer, en tant que collectivité, au contrat collectif à adhésion facultative des agents souscrit par le CDG87 en matière de santé à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p>Dans ce cas, vous ne verserez votre participation qu'aux agents qui souscriront ensuite à ce contrat.</p>
<p>Comment le CDG87 va-t-il sélectionner un organisme d'assurance ?</p>	<p>Le CDG87 lancera au printemps 2025 une consultation en vue de sélectionner un organisme d'assurance proposant aux employeurs des garanties d'assurance collective protectrices pour vos agents.</p>
<p>Que dois-je faire pour déclarer mon intention de rejoindre ce futur contrat collectif en matière de santé porté par le CDG87 ?</p>	<p>Le CDG87 doit avoir une vision d'ensemble <b>sur le nombre potentiel d'agents à assurer</b>, pour négocier et aboutir à un contrat répondant au plus près à vos besoins. Le CDG 87 doit ainsi connaître <b>votre intention</b> de rejoindre la procédure visant à la conclusion de la convention de participation et vos données statistiques.</p> <p><b>ETAPE 1 – au plus tard le 21/02/2025</b></p> <p>Il convient de transmettre au CDG, <b>au plus tard le 21 février 2025, par mail à l'adresse <a href="mailto:psc@cdg87.fr">psc@cdg87.fr</a></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le fichier de collecte des données <a href="#">accessible ici</a> complété (fichier <a href="#">accessible ici</a> + notice de remplissage <a href="#">accessible ici</a>)</li> <li>• La lettre d'intention <a href="#">accessible ici</a> dûment complétée et signée.</li> <li>• La délibération <a href="#">accessible ici</a> autorisant le mandat auprès du CDG</li> </ul> <p><b>ETAPE 2 – juillet / septembre 2025</b></p> <p>Il conviendra :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) <b>De saisir votre CST</b> sur le principe du recours à la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire – volet santé, choisie par le CDG 87 ;</li> <li>b) <b>De transmettre la délibération</b> de votre assemblée délibérante validant le principe du recours à la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire – volet santé, proposée par le CDG 87 et définir le montant de la participation employeur ; <i>un modèle de délibération vous sera transmis ultérieurement.</i></li> </ol>

**L'étape 1 constitue-t-elle une adhésion définitive au contrat collectif de santé du CDG87 ?**

**Non.** Votre adhésion sera à confirmer par délibération (automne 2025) à l'issue de la consultation menée et lorsqu'un opérateur d'assurance aura été retenu par le CDG87.

Comme pour le contrat de prévoyance, le CDG 87 vous informera en temps utile de cette **ETAPE 3** et vous invitera à saisir votre CST puis à délibérer en conséquence (*un modèle de délibération vous sera transmis ultérieurement*).

**Que dois-je faire si je n'ai pas l'intention de rejoindre le futur contrat collectif du CDG87 ?**

Il convient de transmettre au CDG, **au plus tard le 21 février 2025, par mail à l'adresse [psc@cdg87.fr](mailto:psc@cdg87.fr)** :

- La lettre d'intention dûment complétée et signée

Dans les prochains mois, votre collectivité devra saisir son CST s'agissant de son mode et son montant de participation en matière de santé puis délibérer.